



# PERSPECTIVES



KEVIN LAMARQUE REUTERS

## Un sauvetage sans enthousiasme

### C'est à reculons que les parlementaires américains ont adopté le plan Paulsen

MARIE-CHRISTINE BONZOM

**W**ashington — Malgré les appels répétés de tous leurs dirigeants politiques au cours des 15 derniers jours, c'est à reculons que les élus du Congrès ont approuvé cette semaine le plan de sauvetage du secteur bancaire.

Ce plan prévoit que le gouvernement fédéral américain consacre jusqu'à 700 milliards de dollars pour renflouer les banques privées et autres institutions financières, y compris les sociétés étrangères ayant des activités aux États-Unis, qui sont menacées par les retombées de la crise immobilière américaine.

Cette somme porte à plus de 1000 milliards de dollars les engagements pris par le gouvernement, et donc par les contribuables américains, pour éponger les pertes enregistrées par les banques et les compagnies d'assurances sur le marché des produits dérivés du crédit immobilier et pour tenter de stabiliser l'économie américaine, la locomotive de l'économie mondiale.

Après avoir surpris en rejetant le plan lundi, 95 élus démocrates s'alliant alors à 133 républicains pour voter contre, la Chambre l'a adopté hier. La dynamique avait en effet changé dans les jours qui suivirent le premier vote.

La dégringolade historique de Wall Street à la suite du rejet de la Chambre a effrayé nombre des quelque 50 % des Américains ayant des investissements à la Bourse, notamment les adhérents de l'Association nationale des retraités, qui ont inondé de plaintes les bureaux de leurs députés. Puis, mercredi soir, le Sénat augmentait la pression sur les représentants qui s'étaient opposés au plan en approuvant le texte à une large majorité.

Le Sénat a amendé légèrement la version que la Chambre avait repoussée lundi en y ajoutant une protection accrue, mais temporaire, pour les comptes bancaires et en y incluant toute une série de baisses d'impôt. Bien qu'elle soit limitée à un an, la garantie

des comptes bancaires à hauteur de 250 000 \$US, et non plus seulement 100 000 \$US, a persuadé des détracteurs démocrates et républicains qui reprochaient au plan initial d'aider les riches investisseurs et de négliger les Américains moyens.

Mais c'est tout de même à reculons que les élus du Congrès ont approuvé le plan de sauvetage. Beaucoup ont souligné que leur décision est la plus difficile qu'ils aient eu à prendre, même plus que celle sur l'invasion de l'Irak en 2003.

#### Le déficit

La difficulté s'explique en partie par le fait que des élections législatives sont prévues en même temps que le scrutin présidentiel du 4 novembre et que les 435 sièges de la Chambre et un tiers de ceux du Sénat y seront en jeu.

Mais la difficulté a trait aussi à des objections fondamentales par rapport à un plan qui les députés estiment ne pas avoir eu assez de temps pour l'étudier et en débattre.

Si les réductions d'impôt ont fait changer d'avis plusieurs opposants du Parti républicain, elles sont en effet critiquées par les tenants de «la discipline fiscale», notamment des démocrates centristes qui, traditionnellement, rechignent à aggraver le déficit budgétaire.

La cour des comptes américaine (Congressional Budget Office) calcule que les baisses d'impôt contenues dans le plan de sauvetage des secteurs bancaire et financier augmenteront le déficit déjà énorme des États-Unis de près de 110 milliards de dollars d'ici 2018. «La version adoptée par le Sénat a changé mon vote: au lieu de voter "non", je vote "sacrément non"», a donc lancé hier le démocrate Lloyd Doggett, un député du Texas. «Ce texte va de pis en pis, avec 110 milliards de plus en dette publique», a-t-il ajouté.

Les objections des détracteurs du plan de sauvetage

ont toutefois bien au-delà des amendements apportés mercredi par le Sénat. «C'est le plus gros prêt à haut risque dans l'histoire», poursuit ainsi Lloyd Doggett, en faisant référence à la crise des subprimes qui est à l'origine du désastre économique actuel. Même les députés et sénateurs qui ont voté pour le plan affirment qu'il n'est «pas parfait», comme le dit le sénateur Mel Martínez, un républicain de la Floride.

«Le vrai choix est entre une décision en connaissance de cause et la panique, or le Congrès a choisi la panique»

A l'image de la situation à la Chambre, ce sont surtout les sénateurs représentant les deux extrêmes de l'échiquier politique américain qui ont voté contre le plan de sauvetage. Le seul socialiste du Sénat, le Vermontais Bernie Sanders, a ainsi considéré que les riches investisseurs de la Bourse «devraient régler la facture, pas le contribuable». De son côté, le sénateur ultraconservateur de la Caroline du Sud, Jim DeMint, reproche au plan de «forcer les contribuables innocents à payer les pots cassés pour les politiques gouvernementales erronées et les fautes de Wall Street».

Depuis sa présentation par l'administration Bush le 20 septembre, la plupart des élus de la Chambre et du Sénat, y compris ceux qui ont fini par voter en sa faveur, ont remis en cause tout le projet ou une partie de celui-ci. À commencer par le principe même du plan: autoriser un engagement financier sans précédent de la part des contribuables afin de racheter de mauvaises créances.

#### Indignation

Malgré les amendements qui ont été insérés la semaine dernière à la Chambre et cette semaine au Sénat, de très nombreux parlementaires continuent d'être indignés, notamment par les pouvoirs dévolus à l'exécutif pour gérer le plan et par le manque d'aide aux propriétaires menacés de saisies immobilières.

Beaucoup remettent en question la nécessité du plan et la manière dont il a été promu par l'administration

Bush et par la direction démocrate et républicaine du Congrès. «On nous dit que le choix se situe entre faire quelque chose et ne rien faire, mais c'est un faux choix, le vrai choix est entre une décision en connaissance de cause et la panique, or le Congrès a choisi la panique», considère ainsi Richard Shelby, le républicain le plus haut placé à la commission bancaire du Sénat.

George Bush et les deux hommes qui briguent sa succession ont souligné tout au long de la semaine l'urgence qu'il y aurait, selon eux, à approuver le plan. «Nous sommes dans une situation urgente, et chaque jour qui passe sans que nous agissions ne fait qu'aggraver les conséquences», avertissait George Bush.

De son côté, John McCain estimait que «l'inertie n'est pas une option» parce que «si le Congrès n'agit pas, la boîte de vitesses de l'économie américaine tombera en panne». Quant à Barack Obama, il ajoutait même que le rejet du plan serait «catastrophique».

Les médias américains grand public ont appuyé l'idée d'une urgence, donnant surtout la parole à des économistes favorables au plan de sauvetage. Mais la grande majorité de ces économistes sont employés par des sociétés financières qui ont intérêt à militer pour le renflouage d'un secteur dont elles font partie.

Par contre, de nombreux économistes, qui sont plus indépendants parce que employés par des universités publiques ou privées, remettent en cause le bien-fondé du plan. Plus de 200 d'entre eux, dont trois Prix Nobel d'économie, ont ainsi fait parvenir une pétition au Parlement américain dans laquelle ils exhortent le Congrès à «ne pas se précipiter» et à «mener les enquêtes parlementaires adéquates» afin de pouvoir «envisager la meilleure marche à suivre» pour gérer la crise financière. Dans leur pétition, les économistes reprochent au plan de sauvetage d'être «inéquitable, vague et risqué à long terme».

VOIR PAGE C 2: SAUVETAGE

■ voir autre texte page C 3



## Améliorez vos perspectives de carrière.

Réalisez votre potentiel et allez de l'avant grâce aux programmes d'études à temps partiel et cours du soir crédités offerts dans les disciplines suivantes :

- Comptabilité
- Fiscalité et Trésorerie-finances
- Commerce électronique et Systèmes d'information
- Commerce international
- Gestion de la santé et Services sociaux
- Gestion des ressources humaines

- Gestion de la production
- Transport et logistique
- Relations publiques
- Leadership
- Marketing
- Traduction



**McGill**  
Centre d'éducation permanente

■ Pour de plus amples renseignements : [www.mcgill.ca/conted](http://www.mcgill.ca/conted)

# PERSPECTIVES

## La majorité flouée



GIL COURTEMANCHE

La Haye — Je lis *Le Devoir* tous les jours, histoire de comprendre pourquoi Stephen Harper est encore populaire et peut songer sérieusement à diriger un gouvernement majoritaire. Je connais la première explication. C'est le pacte suicidaire que les barons de Jean Chrétien et Bob Rae ont conclu pour installer n'importe qui sauf Michael Ignatieff à la tête de ce parti arrogant qu'est le Parti libéral. Quelques voix ont suffi pour les obliger à se contenter de Stéphane Dion. Il ne restait plus que ce Petit Poucet pour les grands manipulateurs de Toronto. Ils le paieront probablement par quatre années d'opposition et d'amertume.

Mais cela n'explique pas tout. Il y a cette foutue province bleue et ce foutu Québec profond qui élisent des André Arthur et des Maxime Bernier. L'un parce qu'il a une grande gueule, l'autre parce qu'il est du coin et un peu naïf (il s'est fait entourloupier par une fille de la ville). Le beau Beauceron était ministre des Affaires étrangères; c'est un métier qui requiert plus de jugement que celui de gérant d'un bar de danseuses à Saint-Georges.

Au Québec, on peut expliquer les sondages. Le vote nationaliste est de plus en plus divisé, et il affirme ses divisions. Les souverainistes appuient, je ne sais trop dans quel but, le Bloc, mais les nationalistes mous, les souverainistes de fin de semaine qui ont quitté le PQ et se sont éparpillés, votent pour les nouveaux autonomistes fédéraux, les conservateurs. Comment penser qu'un nationaliste de la basse-ville de Québec puisse envisager de voter pour Stéphane Dion, qui, avant d'être Petit Poucet, jouait au policier et au garde-chiourme de l'unité canadienne sous l'œil ricaner de Jean Chrétien. Cela me désole, mais il faut faire avec.

C'est l'apathie du reste du Canada qui m'inquiète. Oubliions l'Alberta qui ne fit jamais partie du Canada. Là encore, l'impossibilité de penser que Stéphane Dion puisse être premier ministre joue un rôle déterminant. Encore que, même s'il fait un chef politique médiocre et ne suscite pas l'adhésion, je crois que, de tous les chefs de parti, c'est lui qui ferait le meilleur premier ministre. Mais il existe des glissements en Ontario, en particulier, qui inquiètent ceux qui croient en un Canada progressiste, ouvert, libéral dans le sens philosophique du terme.

L'impopularité de Stéphane Dion n'explique pas tout. Les deux ans de propagande conservatrice sur les enjeux sociaux et moraux ont porté leurs fruits. La remise en question du droit à l'avortement n'est plus un tabou, le refus du contrôle des armes à feu dérange moins, le recours à la répression plutôt qu'à la prévention semble en séduire plus d'un. La loi sur les jeunes contrevenants semble de plus en plus acceptée.

Le travail de sape systématique que les idéologues conservateurs ont mené contre le Canada que nous avons connu depuis Saint-Laurent semble avoir porté ses fruits.

Notre inquiétude à propos de l'environnement, nos engagements contre le réchauffement climatique ont fondu comme neige au soleil. Le roi des sables bitumineux triomphe pour le moment.

Je regarde le dernier sondage: 36 % pour les conservateurs, 23 % pour les libéraux, 18 % et 12 % respectivement pour le NPD et les Verts. Ce qui rassure et en même temps désespère dans ces chiffres, c'est que 53 % des Canadiens ne veulent pas remettre l'avortement en question, s'opposent à la répression, favorisent le contrôle des armes à feu, veulent lutter contre le changement climatique et préfèrent une société plus solidaire.

En fait, le Canada ne change pas vraiment. C'est le système politique et le mode de scrutin qui empêchent de s'exprimer. On va nous voler notre majorité, comme cela a été le cas durant ces deux dernières années, pendant lesquelles un gouvernement minoritaire a sabré dans le pays que nous connaissons.

Un scrutin proportionnel empêcherait les conservateurs de former un gouvernement. Aucun des autres partis n'accepterait de s'allier à Harper pour former un gouvernement. A travers ce refus, la volonté majoritaire des Canadiens serait respectée. Ici, en Hollande ou dans beaucoup d'autres pays européens, confronté à l'incapacité de Harper de gouverner et de recueillir une majorité au Parlement, on demanderait à un autre chef de parti de former un gouvernement de coalition.

L'objectif de la démocratie n'est pas d'élire un gouvernement, mais de faire en sorte que la volonté de la majorité des électeurs, même si elle est diffuse, oriente les destinées futures du pays. Dans beaucoup de pays européens, cela se construit sur le consensus, le compromis, le contrat de gouvernement passé entre des partis qui, pour être rivaux, n'en acceptent pas moins de préserver ensemble ce qui fonde le pays.

Revenons à la campagne électorale. Ce que je lis, c'est qu'il n'y a pas de thèmes, pas d'enjeux qui semblent toucher la population. Aux stratèges du Parti libéral, je proposerais de demander à Stephen Harper pourquoi il veut détruire le Canada.



Stephen Harper et Stéphane Dion mercredi soir.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Il y aurait entre 10 000 et 30 000 personnes itinérantes uniquement à Montréal.

## Une commission pour ne pas errer

### L'itinérance est l'objet de travaux visant à solutionner le problème

La Commission sur l'itinérance, qui a débuté ses travaux par une grosse semaine à Montréal, a déjà permis de souligner une problématique qui tendrait à prendre de l'ampleur: le financement des groupes qui viennent en aide aux plus démunis est dérisoire, tout comme le financement des logements sociaux et de l'accès aux services. La société québécoise devra peut-être elle aussi changer de mentalité, a-t-on entendu au cours des audiences publiques. Si les solutions existent, encore faut-il que la volonté politique soit au rendez-vous.

ALEXANDRE SHIELDS

En mettant sur pied la Commission sur l'itinérance, Québec s'est fixé un objectif pour le moins ambitieux. Il n'existe en effet aucune statistique précise sur le nombre d'itinérants, les chiffres évoqués variant entre 10 000 et 30 000, seulement pour Montréal. Si ce nombre est assurément très élevé, il y a pire: les intervenants qui leur viennent en aide ont constaté que le phénomène tend à s'accroître et à toucher de plus en plus de jeunes, de femmes, d'immigrants et d'autochtones. Une réalité qu'on ne voyait pour ainsi pas il y a quelques années à peine.

Le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) résume la situation dans un document intitulé *Comprendre l'itinérance: «Les personnes itinérantes rappellent que la santé et des conditions de vie décentes sont un privilège dans notre société. [...] Marginales, exclues et vulnérables, elles ont en outre comme malheur de refléter tout ce qu'on ne veut pas être, tout ce dont on a peur comme individu et comme société. Dans ce contexte, pour mieux se protéger, encore faut-il pouvoir rendre coupables de leur sort ces personnes au destin peu enviable.»*

Il existe effectivement une très grande incompréhension du phénomène de l'itinérance, quand il ne suscite pas la crainte. Les membres de la Commission sur l'itinérance espèrent d'ailleurs bien contribuer à dissiper ce malaise collectif. Dans un communiqué on ne peut plus optimiste, diffusé quelques jours avant le début des audiences publiques, ils affirmaient ainsi vouloir «alimenter la réflexion sur cette problématique et formuler des recommandations au gouvernement en vue de l'adoption d'une future politique à son égard».

#### Des résultats?

Pour y parvenir, ils comptent dresser un portrait global couvrant «l'ampleur de l'itinérance, son état dans les régions du Québec et la coordination des actions des différents ministères impliqués». Tout cela pour arriver, au final, avec des solutions. «La tenue de cette consultation, dans plusieurs villes du Québec, est un projet exceptionnel qui traduit la volonté commune des députés d'agir en matière d'itinérance, a d'ailleurs déclaré le président de la Commission des affaires sociales, Geoffrey Kelley. A nous tous, parlementaires, intervenants, citoyens, de trouver les solutions pour prévenir et enrayer ce phénomène si complexe, dont la pauvreté n'est pas l'unique cause.»

Si plusieurs craignent que le rapport que les parlementaires produiront se retrouve sur une tablette, surtout en cas de déclenchement d'élections provinciales, le coordonnateur du RAPSIM, Pierre Gaudreau, laisse la chance au cœur. «Il n'y a pas de garantie qu'il y aura des résultats, mais c'est bien parti. La tenue d'une telle commission parlementaire, compte tenu de son ampleur, va permettre d'identifier des problèmes dans l'action gouvernementale.»

«La question du financement des groupes sociaux reviendra elle aussi, mais il n'y aura pas que ça», estime-t-il. Surtout, «on devrait dégager la nécessité d'une action globale du gouvernement sur l'itinérance. C'est quelque chose qu'on n'entendait pas il y a quelques années à peine». Au-delà des mots, Québec devra toutefois prouver qu'il a l'intention d'agir rapidement. «On ne veut pas attendre dix ans avant qu'il y ait des réponses», prévient M. Gaudreau.

#### Problèmes multiples

Si la question de la réelle volonté politique demeure entière, les problèmes à résoudre, eux, ont été clairement exposés cette semaine à grands renforts de mémoires très étoffés. Les dizaines de personnes entendues par les députés des trois partis présents à l'Assemblée nationale ont effectivement pu mettre en lumière une série de priorités auxquelles le gouvernement devrait s'attaquer.

Le financement, bien sûr, nerf de la guerre pour les organismes qui viennent en aide au quotidien aux Québécois qui vivent dans la plus grande précarité qui soit. Le cas de l'Accueil Bonneau, institution plus que centenaire, est particulièrement éloquent. «On peine à maintenir un budget équilibré», a ainsi fait valoir sa directrice générale, Aurélie Larkin, directrice générale de l'Accueil Bonneau. Une situation qu'elle attribue à l'inaction de Québec. «Le gouvernement a tendance à laisser au secteur privé et aux grands philanthropes le soin de financer les organismes. Résultat, ceux-ci souffrent d'un sous-financement chronique, comparativement à des domaines comme la santé ou l'éducation.»

Sur un budget annuel total de 1,8 million, l'organisme touche en à peine 140 000 de Québec, soit 7 % du montant au minimum requis. Mme Larkin évalue qu'il faudrait plutôt recevoir 450 000 \$. Elle prédit d'ailleurs un déficit de 200 000 \$ uniquement pour 2008. On compte en outre beaucoup sur des religieuses bénévoles pour offrir ses services. Or, sept d'entre elles sont âgées et doivent se retirer sous peu, ce qui obligera à embaucher des employés salariés. Ces départs occasionneront une augmentation des dépenses de 500 000 \$, selon Aurélie Larkin. L'automne dernier, l'Accueil Bonneau s'était déjà associé à Mission Old Brewery et à la Mission Bon Accueil pour tirer la sonnette d'alarme, réclamant 3,7 millions supplémentaires à Québec. Ils avaient finalement reçu 1 million, en guise de dépannage. La Ville, dans son mémoire, a estimé les besoins à 12 millions, uniquement pour l'aide aux réfugiés et aux organismes.

Par ailleurs, tous les organismes qui ont défilé devant la Commission sur l'itinérance éprouvent à divers degrés des difficultés financières. Par exemple, l'organisme Cap Saint-Barnabé, qui œuvre dans Hochelaga-Maisonneuve, doit tout bonnement faire preuve d'une débrouillardise extrême. «On doit parfois utiliser ma carte de crédit», a laissé tomber sa directrice, Jeannette Bouffard. Au nom du Refuge des jeunes de Montréal, Dan Bigras a aussi rappelé que le manque d'intervenants nuit à la réinsertion des jeunes qui ont accès à un logement social, parce qu'ils n'ont pas le soutien dont ils ont besoin.

La question des logements sociaux, justement, serait des plus prioritaires, si on en croit les doléances formulées par les divers groupes. Ces logements représentent souvent un premier pas vers une plus grande stabilité et la réinsertion sociale, surtout si la démarche s'accompagne d'un soutien communautaire. Cette aide signifie que les personnes ont droit à un accompagnement, tant pour développer le réflexe de payer leurs factures que pour trouver de l'aide psychologique ou médicale. La directrice du Refuge des jeunes, France Labelle, a d'ailleurs témoigné de nombreuses expériences heureuses de jeunes qui ont ainsi pu commencer à reprendre leur vie en main.

«On ne veut pas attendre dix ans avant qu'il y ait des réponses»

Or, uniquement à Montréal, le RAPSIM juge qu'il faudrait près de 2000 logements sociaux de plus par année. Le dernier budget provincial en prévoyait environ 1000, mais avec une enveloppe insuffisante — 500 000 \$ — pour le soutien communautaire, selon Pierre Gaudreau. La Ville de Montréal a également demandé que Québec débloque 50 millions sur quatre ans pour le financement du programme Accès Logis, en plus de 5 millions par an pour le soutien communautaire dans les logements sociaux.

#### Soins et compréhension

L'accès à des soins de santé serait bien souvent primordial pour les citoyens qui sont toujours dans la rue et qui sont confrontés à des conditions de vie très précaires. L'organisation Médecins du monde a pourtant constaté que la situation est désastreuse à ce chapitre. En raison des conditions dans lesquelles elles survivent et du regard négatif, voire réprobateur, que le système porte sur elles, les personnes itinérantes retardent souvent le moment où elles consultent un médecin: c'est alors en état de crise qu'elles se présentent dans les urgences et les autres services de santé.

Le recours tardif aux soins conduit souvent à des hospitalisations qui auraient pu être évitées et occasionne des coûts considérables pour notre système de santé; c'est alors en état de crise qu'elles se présentent dans les urgences et les autres services de santé. «C'est le cas par exemple de maladies chroniques fréquentes chez les itinérants les plus âgés et les autochtones (diabète, haute pression artérielle, maladies pulmonaires) qui sont souvent mal traitées et dont les complications entraînent une perte d'autonomie et des hospitalisations de plus longue durée.» Pour remédier à ce problème, il croit qu'il faut «sensibiliser et outiller par des formations adaptées les professionnels de la santé pour mieux comprendre les diverses réalités» afin d'apporter une réponse plus appropriée à leurs besoins.

Si le personnel du milieu de la santé peine à composer avec ce genre de cas, habituellement lourds et complexes, les groupes venus présenter leurs mémoires ont surtout insisté sur la difficile relation avec les forces policières. Dan Bigras l'a démontré, multiples contraventions onéreuses à l'appui. Ce jeune, par exemple, qui aurait «entravé la circulation des piétons» ou «utilisé le mobilier urbain à une autre fin que celle à laquelle il est destiné». Quand ce n'est pas cet autre qui se trouve avec une liasse de contraventions pour «flâner», pour avoir «rôdé» ou craché par terre. Selon lui, cette judiciarisation, véritable tentative de «nettoyage social», doit cesser.

#### Agir en amont

Pour s'attaquer aux multiples obstacles quotidiens auxquels sont confrontées ces personnes totalement démunies, le RAPSIM insiste par ailleurs sur la nécessité d'adopter une Politique globale en itinérance. «Si l'on veut réduire l'itinérance, il ne suffira pas de répondre aux besoins des personnes qui sont sans-abri, mais il faudra agir sur les causes qui entraînent des personnes à la rue», a expliqué son porte-parole, Pierre Gaudreau. Pour le RAPSIM, une telle politique devrait prévoir des «réponses structurantes» pour réduire l'itinérance, dont un plan de relance pour le logement social, le rehaussement des prestations de sécurité de revenu, des mesures pour améliorer l'accès aux services et la consolidation du financement des organismes.

Il reconnaît qu'un tel train de mesures serait coûteux. «Il y a des investissements importants à faire pour réduire la pauvreté, par exemple en offrant aux gens un revenu décent. Mais nous ne sommes pas gênés de le demander, parce qu'il s'agit de créer un lien commun et d'accroître la richesse collective, et pas seulement la richesse individuelle et les écarts de richesse.» Comme le demande Nicolas Bergeron, de Médecins du monde: «Est-ce qu'on a les moyens de ne pas les soigner, ou de ne pas avoir une politique en itinérance?» La question est posée. A la commission d'y répondre.

Le Devoir

## SAUVETAGE

SUITE DE LA PAGE C 1

«Les conditions de crédit pourraient bien devenir difficiles pendant un certain temps, mais rien n'indique que l'économie américaine s'achemine vers Armageddon», déclare Jeffrey Miron, professeur à l'université Harvard.

Pour sa part, James Galbraith, professeur à l'Université du Texas et fils du grand économiste John Kenneth Galbraith, estime que les prédictions relatives à une nouvelle Grande Dépression relèvent d'une «rhétorique sur-enflammée». Selon lui, aucune crise ne serait comparable à la dépression de 1929, puisque le rôle du gouvernement américain dans l'économie est bien plus important aujourd'hui qu'il ne l'était alors, à la fois en ce qui concerne les dépenses publiques et en ce qui a trait à la réglementation.

Pour Joseph Stiglitz, Prix Nobel 2001 et ancien chef du service économique de la Banque mondiale, le plan de sauvetage est «terriblement mal conçu», car le gouvernement va s'encombrer de créances immobilières

«toxiques» au lieu de recapitaliser les banques en réduisant le nombre des saisies immobilières et en s'attaquant vraiment aux causes de la crise.

Le milliardaire et spéculateur George Soros pense lui aussi que le plan traite le symptôme et non pas la cause du mal. Il aurait préféré que le gouvernement américain s'inspire du gouvernement suédois pendant la crise scandinave des années 1990 et recapitalise les banques en demandant d'abord à leurs actionnaires de mettre la main à la pâte.

En tous les cas, les difficultés que le plan a rencontrées manifestent l'échec de l'ensemble du leadership politique américain.

George W. Bush, président impopulaire qui quittera la Maison-Blanche en janvier, a essentiellement confié la défense du plan à son ministre de l'Économie, Henry Paulson, ancien patron du géant du secteur financier Goldman Sachs, dont la crédibilité est autant mise en doute que son habileté à naviguer parmi les turbulences politiques qui agitent la nation. Pour le reste, les appels

répétés du président aux parlementaires et sa décision d'envoyer son vice-président Dick Cheney au Capitole pour démarcher personnellement tel ou tel député ont été largement ignorés.

Les deux hommes qui aspirent à remplacer George W. Bush n'ont pas assumé leurs responsabilités de chef de leurs partis respectifs. Ni Barack Obama ni John McCain, qui est pourtant allé jusqu'à suspendre sa campagne électorale pendant deux jours pour rentrer à Washington, n'ont joué un rôle majeur dans la résolution de la controverse, ni réussi à assurer la cohésion de leurs troupes au Congrès lors des votes sur le plan.

Quant aux dirigeants démocrates et républicains au Congrès, notamment la présidente de la Chambre Nancy Pelosi, ils ont sous-estimé la colère des électeurs et leurs représentants en programmant un vote à la Chambre lundi sans y avoir réuni de majorité en faveur du plan.

Collaboration spéciale

## PERSPECTIVES

## La tentation de Charest

Le premier ministre sautera-t-il sur l'occasion quand elle se présentera pour déclencher des élections ?

ROBERT DUTRISAC

Québec — Lors d'un passage à Québec à la mi-août, Jean Chrétien a affirmé qu'il trouvait Stephen Harper «*maître*» d'avoir fait adopter une loi imposant la tenue des élections générales à date fixe. Déterminer la date des élections, «*c'est le seul instrument que le premier ministre a, la seule carte qu'il peut jouer. Et je m'en suis servi avec efficacité deux fois*», avait-il lancé avec la brutale bonhomie qui le caractérise. Décider de la date des élections, ce n'est pas la seule prérogative d'un premier ministre dans un système parlementaire britannique, tant s'en faut. C'est tout de même un avantage indéniable pour le chef du parti au pouvoir. Quitte à faire preuve d'un opportunisme crasse. Mais qui veut d'un premier ministre qui manquerait d'opportunisme, de le sens du «*timing*» qui est une qualité essentielle en politique?

Rien ne peut laisser penser que Jean Charest est à ce point différent de Jean Chrétien qu'il n'agira pas comme un politicien aguerrri, ce qu'il est, et ne sautera pas sur l'occasion quand elle se présentera s'il est persuadé qu'il peut former un gouvernement majoritaire et, dans la même foulée, annihiler une fois pour toute l'Action démocratique du Québec.

Divers indices laissent croire que Jean Charest est tiraillé par la tentation de déclencher des élections dès cet automne, dans la petite fenêtre qui s'ouvrira entre le 21 octobre, date du début de la prochaine session, et les premiers jours de novembre. De petits indices subjectifs comme le sourire entendu qu'il affiche lorsque les journalistes lui posent la question à laquelle, d'ailleurs, il refuse posément de répondre. Mais il y a aussi des faits tangibles: le chef libéral a demandé à son parti d'identifier dès maintenant 100 candidats dans autant de comtés, a appris *Le Devoir*. La liste des candidats est presque complète. C'est dire que Jean Charest sait déjà lesquels de ses députés ne se représenteront pas. Bref, il a demandé à son parti d'être fin prêt pour l'automne.

En octobre 2006, le chef libéral avait vu une fenêtre s'ouvrir alors que l'ADQ crouissait à 12 % dans les sondages. C'était avant l'irruption des accommodements raisonnables dans le débat public. Mais il a vite réalisé que ses troupes n'étaient pas prêtes. On connaît la suite: la quasi-défaite de mars 2007. Il s'est juré qu'on ne l'y reprendrait pas.

Prenant appui sur la campagne fédérale, Jean Charest s'est posé en grand défenseur des intérêts du Québec, une posture qui lui sera fort utile lors d'élections au Québec. Jamais il n'est apparu aussi nationaliste. Alors que Mario Dumont et son parti se sont tout bonnement rangés derrière le Parti conservateur, Jean Charest a pris ses distances avec le parti de Stephen Harper. C'est un moyen sûr de couper l'herbe sous le pied de l'ADQ et de rendre caduque sa position autonomiste.

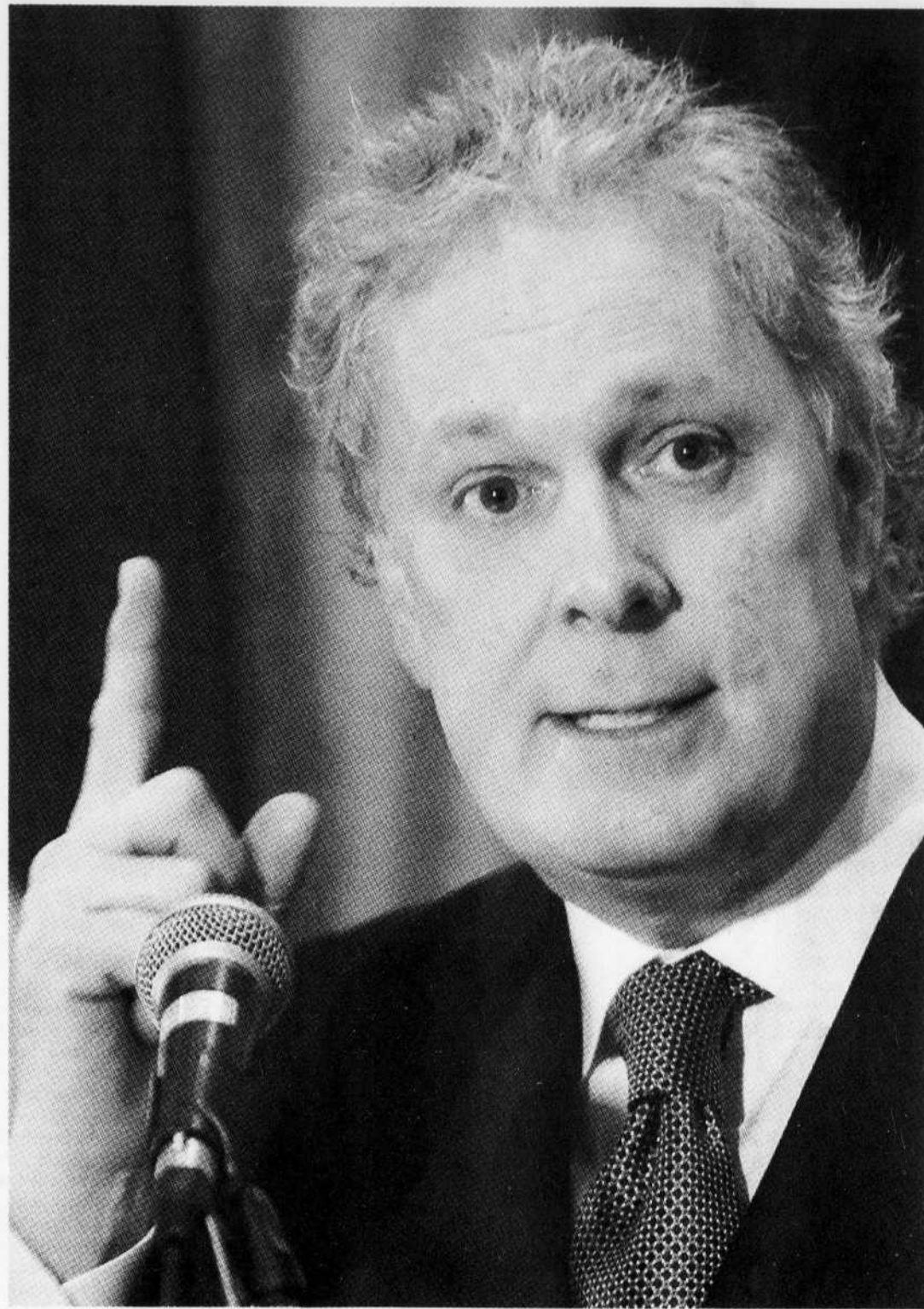
En outre, fait-on observer chez les libéraux, Jean Charest a la mémoire longue. Il ne se souvient que trop bien de la visite qu'a faite Stephen Harper à Mario Dumont dans son fief de Rivière-du-Loup en décembre 2007. Jean Charest n'a pas de cadeau à faire à Stephen Harper.

En intervenant comme il l'a fait dans la campagne fédérale, Jean Charest s'est livré à un numéro d'équilibriste. Il a donné des munitions au Bloc québécois, qui a vu sa cote remonter auprès de l'électorat. Or le dilemme est le suivant: plus il y aura d'élus bloquistes, moins Stephen Harper aura de chances d'obtenir une majorité. Un gouvernement conservateur minoritaire sera certes plus souple envers le Québec, croit-on dans les cercles libéraux. En revanche, plus il y aura de députés bloquistes, plus vigoureux sera le mouvement souverainiste et plus fort sera le Parti québécois dans certains comtés que les libéraux chercheront à prendre. Mais on ne fait pas d'omlette sans casser des œufs.

## Le contexte a changé

Aux yeux des stratèges libéraux, attendre au printemps prochain, après le dépôt du prochain budget, pour déclencher les élections semblait aller de soi il y a quelques mois à peine. Mais les perspectives économiques se sont assombries depuis. On sait déjà que la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, devra se résigner à présenter un budget 2009-2010 très austère. Si le Québec était entrainé dans une récession au début de l'an prochain en raison des déboires économiques des États-Unis, Jean Charest serait sans doute moins tenté d'aller aux urnes. Une récession, ce n'est jamais bon pour la popularité d'un gouvernement.

C'est pourquoi un autre scénario commence à se faire jour chez les libéraux: des élections en... 2010!



Jean Charest

ARCHIVES LE DEVOIR

Une fois la fenêtre du printemps 2009 fermée, une campagne à l'automne 2009 est à exclure en raison de la tenue des élections municipales. On se retrouve donc en 2010, date à laquelle les difficultés économiques seront choses du passé, du moins l'espère-t-on, et la reprise amorcée. Certains libéraux jugent donc que Jean Charest est placé devant le choix suivant: déclencher les élections cet automne ou attendre deux ans.

On l'a vu au Conseil général du PLQ de la semaine dernière où l'euphorie était palpable: bien des militants libéraux sentent que le moment est propice. Une majorité serait à portée de la main. Les derniers sondages vont dans ce sens: le PLQ recueille 41 % des intentions de vote, le PQ stagne à 32 % et l'ADQ est aux abois avec 16 %. Le taux de satisfaction envers le gouvernement est à un sommet, à 61 %.

## Méfiance

Or, quand on analyse la situation comté par comté, les choses se compliquent pour Jean Charest. Chez les francophones, libéraux et péquistes sont au coude à coude. Des circonscriptions de la couronne nord de Montréal qui appartiennent à l'ADQ, comme Blainville, Masson ou Prévost, pourraient redevenir des fiefs péquistes. Le scénario est le même en Montérégie, où les comtés adéquistes de Laprairie, Marguerite-d'Youville ou Saint-Jean semblent prenables pour le PQ. Au centre du Québec, des courses à trois dans Shefford, Johnson

ou Arthabaska, autant de comtés aux mains des adéquistes, pourraient avantager le PQ au détriment des libéraux. Quand ils regardent la carte électorale, les stratèges libéraux se demandent où ils feront des gains en dehors de la région de Québec. «*Il nous en manque un peu pour aller en élections*», confie un député libéral.

Les libéraux se méfient aussi des mouvements erratiques de l'ADQ dans l'opinion publique. Mario Dumont pourrait sortir un lapin de son chapeau, comme il l'a fait fin 2006 avec la question des accommodements raisonnables. «*L'ADQ, c'est comme un planeur. Quand il pique du nez et qu'on pense qu'il va s'écraser, un courant chaud le fait remonter*», observe un député libéral.

La réaction de l'électorat au Québec aux résultats des élections fédérales du 14 octobre sera déterminante, croit-on. Jean Charest pourrait voir dans l'élection d'un gouvernement conservateur majoritaire la raison qui lui manque pour se lancer en campagne dès l'automne. La population québécoise voudra sans doute compter sur un gouvernement fort à Québec pour défendre ses intérêts. Ce serait d'autant plus vrai si Stephen Harper obtenait sa majorité sans augmenter ses appuis au Québec de façon importante.

«*Le seul moyen de se délivrer de la tentation, c'est d'y céder*», écrivait Oscar Wilde. Mais le libre-penseur n'aurait peut-être pas fait un bon conseiller politique. Un choix risqué attend Jean Charest.

Le Devoir

## Sauver sa peau



MICHEL DAVID

Mario Dumont a sans doute été un peu piqué d'apprendre que le premier ministre avait accepté de rencontrer Pauline Marois pour discuter du contenu de la motion sur le rapatriement des pouvoirs en matière de culture et de communications que le PQ compte présenter à l'Assemblée nationale. Après tout, il est toujours le chef de l'opposition officielle!

En proposant lui-même une rencontre à trois où il serait surtout question d'économie, le chef ne cherchait pas seulement à reprendre l'initiative et à soigner son amour-propre. La rumeur grandissante d'élections automnales lui a manifestement fait prendre conscience comme jamais des vertus de la cohabitation.

L'idée d'un front commun des trois partis pour faire face à la menace d'une crise économique majeure donne l'impression que l'ADQ s'inquiète surtout d'être plongée dès cet automne dans une campagne électorale qui pourrait lui être fatale. À voir les sondages et les résultats de l'élection partielle de lundi dernier dans Jean-Talon, on peut difficilement reprocher à M. Dumont de chercher à sauver sa peau.

«*Nous devons nous élever au-dessus des débats partisans, être en mesure de se serrer les coudes et d'assurer un climat de cohabitation basé sur la coopération et le respect*», écrit-il dans la lettre qu'il a adressée hier au premier ministre Charest.

Le moins qu'on puisse dire est que cette élévation au-dessus des débats partisans ne sera pas chose aisée. Moins de deux heures après l'envoi de cette lettre, le leader parlementaire de l'ADQ, Sébastien Proulx, invité au *Club des ex* de RDI, accusait déjà M. Charest de faire prévaloir ses intérêts personnels sur ceux du Québec en prenant prétexte de la crise financière aux États-Unis pour déclencher des élections.

Venant d'un homme dont le parti avait menacé de faire tomber le gouvernement simplement parce qu'il refusait d'abolir les commissions scolaires, l'accusation de M. Proulx fait sourire. En ce qui concerne la primauté de l'intérêt public, l'ADQ est très mal placée pour faire la morale à qui que ce soit.

S'il est vrai que M. Charest semble de plus en plus tenté de profiter de l'inquiétude que suscite la situation économique pour retrouver une majorité à l'Assemblée nationale, le chef de l'ADQ tente d'utiliser le même prétexte pour sauver son parti du désastre.

La manœuvre est peut-être cousue de fil blanc, mais elle n'en est pas moins habile. Même si la première réaction au bureau du premier ministre a semblé plutôt fraîche, la population ne comprendrait pas que M. Charest s'entête à refuser une rencontre au sommet sur l'économie.

Si M. Charest fait des propositions qui sont acceptées par ses vis-à-vis, il aura bien du mal à expliquer pourquoi il voit la nécessité de dissoudre le Parlement. Et s'il ne propose rien de concret, il ne pourra pas davantage accuser les partis d'opposition de l'empêcher d'agir. Cela ne changera peut-être rien à ses projets, mais il devra être plus imaginatif dans ses explications.

Au cours de cette rencontre, dont il souhaite la tenue avant la reprise des travaux de l'Assemblée nationale, le 21 octobre, M.

Dumont se montrera certainement très coopératif. Si M. Charest veut devancer certains investissements publics ou faire adopter des projets de loi, il ne rencontrera aucun obstacle.

En revanche, il pourrait devoir donner certaines explications sur son «*plan Nord*». Sa présentation audiovisuelle au dernier conseil général du PLQ était impressionnante, mais s'il ne s'agit pas simplement d'une opération de marketing, ne serait-il pas approprié d'en préciser les détails et les échéanciers? Après avoir sommé les partis fédéraux de faire connaître leurs plans pour faire face au ralentissement de l'économie, M. Charest n'a-t-il pas la même obligation?

Le chef de l'opposition ne voudra pas davantage laisser le premier ministre prendre prétexte de divergences de vue sur la question constitutionnelle pour justifier un appel au peuple.

Depuis que M. Dumont a indiqué son intention de s'associer au PQ pour réclamer la réouverture de négociations constitutionnelles pour garantir au Québec les pleins pouvoirs en matière de culture et de communications, M. Charest répète à qui veut l'entendre qu'au moment où l'économie devrait avoir la priorité absolue, les partis d'opposition veulent plonger le Québec dans un nouveau psychodrame constitutionnel.

Il semble que le chef de l'ADQ soit maintenant disposé à faire preuve d'une certaine «*ouverture d'esprit*». Autrement dit, dans la mesure où l'Assemblée nationale réaffirmerait que la reconnaissance constitutionnelle des pouvoirs exclusifs du Québec en matière de culture et de communications demeure l'objectif, la conclusion d'une simple entente administrative avec Ottawa pourrait constituer un premier pas acceptable à ses yeux.

D'ailleurs, contrairement à ce qu'on soutient au PQ, M. Dumont ne croit pas qu'une motion adoptée par l'Assemblée nationale puisse contraindre le gouvernement Charest à s'engager dans des négociations constitutionnelles contre son gré.

Si l'Assemblée nationale trouve un terrain d'entente, rien n'empêcherait donc M. Charest d'entreprendre des négociations avec le prochain gouvernement fédéral sans devoir en réclamer le mandat à la population.

Même si le PQ se trouve dans une situation moins catastrophique que l'ADQ sur le plan électoral, Pauline Marois n'a sans doute pas beaucoup plus envie que M. Dumont de se lancer en campagne. Les militants péquistes accepteraient cependant beaucoup plus difficilement qu'elle renonce à réclamer une réouverture de la Constitution. Déjà, ils ont dû faire leur deuil d'un référendum.

Cela dit, si M. Charest veut des élections à tout prix, il trouvera bien autre chose. De toute manière, au bout de 24 heures, personne ne se souciera plus de savoir pourquoi.

Correspondant du Devoir à Paris

mdavid@ledevoir.com

## CRISE FINANCIÈRE

## Pas de plan Paulson pour l'Europe

CHRISTIAN RIOUX

Paris — Alors que le président français Nicolas Sarkozy réunit aujourd'hui les trois autres membres européens du G8, l'Union européenne réalise que, le voudrait-elle, elle n'a pas l'unité nécessaire pour se doter de sa propre version du plan Paulson. Ce mini-sommet, qui réunit l'Italie, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les présidents de la Commission européenne, de l'Eurogroupe et de la Banque centrale européenne, vient clore deux jours d'intense polémique. Paris et Berlin se sont en effet divisés à propos d'un équivalent européen du plan de sauvetage américain des institutions financières, une initiative évaluée à 300 milliards d'euros (417,5 milliards \$US).

La polémique a éclaté mercredi lorsque le quotidien allemand *Handelsblatt* a divulgué une entrevue de la ministre française de l'Économie, Christine Lagarde, entrevue dans laquelle elle évoquait la création d'une «*solution de secours européenne*» destinée à sauver de la faillite les banques européennes, notamment dans les «*États de petite taille*» qui n'ont pas les moyens des grands. Une source berlinoise avait aussi révélé que la France proposait d'y consacrer 300 milliards d'euros, soit trois fois le budget de l'UE. Les démentis ont aussitôt fusé de toutes parts. «*Il y a eu des idées qui ont été échangées très en amont*», reconnaissait-on tout de même au ministère français des Finances.

Soutenue par la France, qui préside l'UE, les Pays-Bas, la Belgique, l'Italie et la Banque centrale européenne, cette proposition s'est heurtée à l'opposition radicale de l'Allemagne qui «*ne peut pas et n'entend pas accorder de chèques en blanc aux banques, qu'elles*

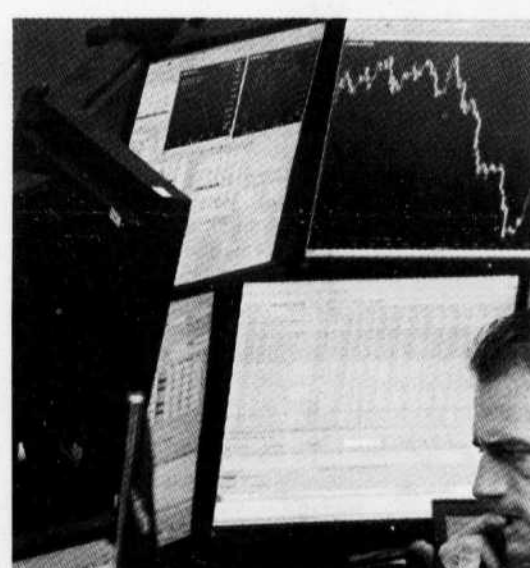
se soient comportées de manière responsable ou pas», déclarait la chancelière Angela Merkel au quotidien allemand *Bild*.

L'UE a visiblement jonglé avec l'idée d'un plan de sauvetage pour l'enterrer aussitôt. Le premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, qui préside le groupe des pays membres de l'Euro, estime qu'un tel fonds n'est «*pas nécessaire en Europe*» puisque le secteur financier y est «*plus stable*». Le président de la BCE, Jean-Claude Trichet, ajoute que ce type de fonds ne correspond pas à la nature de l'Europe qui n'a pas de budget fédéral propre.

Pour l'instant, exit donc les solutions communautaires. Le premier ministre néerlandais a néanmoins évoqué des fonds de garantie dans chaque pays, fonds qui représenteraient 3 % de leur PIB. Pour l'heure, la stratégie européenne se décline donc au cas par cas et pays par pays, comme pour le sauvetage du groupe Dexia dont la note — 6,4 milliards d'euros — a été partagée également entre la France et la Belgique en début de semaine.

Dernier irritant, l'Irlande a carrément choisi de faire cavalier seul en prenant l'initiative de garantir tous les dépôts des épargnants des six banques irlandaises, soit une somme de 400 milliards d'euros (environ 556 milliards \$US) qui représente deux fois la valeur de son PIB annuel. La mesure a fait bondir la Commission européenne et la Grande-Bretagne, qui craignent une concurrence déloyale pouvant provoquer des fuites de capitaux vers les banques irlandaises, au détriment des autres banques européennes.

Selon l'Élysée, le sommet de samedi vise à préparer la contribution des membres européens au «*nou-*



KAI PFAFFENBACH REUTERS

La nervosité était palpable cette semaine à la Bourse de Francfort.

veau Bretton Woods» que Nicolas Sarkozy a proposé aux membres du G8 afin de tirer les conséquences de la crise financière. Mais ce sera déjà beaucoup si les quatre membres européens du G8 en sortent avec quelques orientations pas trop divergentes.

# ÉDITORIAL

## CRISE FINANCIÈRE

### Un très long chemin

Il aura fallu des heures de négociations et des concessions sans nombre aux uns et aux autres pour que le Congrès américain en vienne finalement à adopter le projet de sauvetage financier de 700 milliards négocié par la Maison-Blanche. Cela dit, personne n'est en mesure de prédire quel effet concret cette mesure aura sur l'économie réelle dont tous les indicateurs sont au rouge.

**A**près avoir refusé d'adopter une première fois le plan de sauvetage financier concocté par le secrétaire au Trésor, Henry Paulson, la majorité des élus à la Chambre des représentants s'est finalement ralliée hier à un projet de loi fortement modifié. Mercredi, le Sénat avait aussi voté en faveur de ce projet qui permettra aux banques de se débarrasser de perte de leurs mauvaises créances pour retrouver une partie de la marge de manœuvre perdue à cause de la crise du marché immobilier.

Pour «acheter» le vote des représentants récalcitrants, la Maison-Blanche a dû consentir 150 milliards de dollars de mesures supplémentaires, dont plusieurs n'ont rien à voir avec la crise actuelle. Alors qu'elle comptait trois petites pages dans sa version initiale, rejetée par tous, la loi en fait maintenant 450 et touche des sujets aussi éloignés que l'impôt minimum ou le soutien pour les handicapés mentaux, le financement des énergies renouvelables et l'aide aux bûcherons de l'Ouest.

Cela étant fait, si le plan de sauvetage des marchés financiers constitue une base minimale destinée à éviter la faillite en cascade des banques en difficulté et des sociétés privées de crédit, pour elles-mêmes et pour leur clientèle, cela ne suffira pas pour relancer la machine. D'ailleurs, les marchés boursiers l'ont bien compris et le Dow Jones a terminé la journée sur une note négative.

L'économie capitaliste moderne, américaine ou non, dépend largement de l'accès continu à un crédit facile pour investir, consommer et faire des transactions. Or, la crise du marché immobilier a rendu tout le monde frileux au point de geler les transactions qui reposent sur la confiance des fournisseurs d'être payés et des prêteurs d'être remboursés.

Un tel manque de confiance est le pire des scénarios possibles puisque tous ceux qui possèdent des liquidités cessent de les mettre à la disposition de ceux qui en auraient besoin. Cette semaine, le seul emprunteur à qui les prêteurs faisaient confiance était le gouvernement américain lui-même, dont les bons du Trésor se sont échangés à un taux ridiculement bas tant ils étaient recherchés.

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
 Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON  
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
 Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU  
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
 Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



JEAN-ROBERT SANSAÇON

des fournisseurs d'être payés et des prêteurs d'être remboursés.

Un tel manque de confiance est le pire des scénarios possibles puisque tous ceux qui possèdent des liquidités cessent de les mettre à la disposition de ceux qui en auraient besoin. Cette semaine, le seul emprunteur à qui les prêteurs faisaient confiance était le gouvernement américain lui-même, dont les bons du Trésor se sont échangés à un taux ridiculement bas tant ils étaient recherchés.

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

De toute façon, malgré le plan Paulson, d'autres institutions financières feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

Pour éviter un tel cercle vicieux, dont les signes avant-coureurs financiers feront faillite ou seront rachetées au cours des prochains mois. Et si rien d'autre n'est fait, des milliers d'entreprises privées de crédit et de clients fermeront leurs portes à leur tour en jetant des centaines de milliers d'employés à la rue, lesquels, à leur tour, ne pourront plus rembourser leurs dettes...

## LETTRES

### Il faut sauver des arbres, encore et encore

Le retrait forcé, sous la pression de l'industrie forestière, de la publicité télévisuelle d'Hydro-Québec qui visait à encourager ses clients à adopter la facturation par Internet afin de sauver des arbres, est extrêmement navrant, pour ne pas dire plus.

Non, ce n'est pas toujours un péché de couper un arbre, mais, oui, ça l'est quand on peut l'éviter. L'objectif du gouvernement du Québec ne doit pas être de laisser couper le plus grand nombre possible d'arbres afin de générer le maximum de profits pour l'industrie forestière, mais plutôt de ne laisser couper que ce dont nous avons réellement besoin comme société et, qui plus est, de ne les laisser couper que sélectivement, dans un véritable respect des écosystèmes et de tous les animaux et plantes qui y vivent.

A long terme, pour l'ensemble des citoyens, nos forêts valent bien plus debout que coupées. L'état pitoyable actuel de tant de nos forêts est bien différent de ce que cherchent à nous montrer les publicités de l'industrie forestière, et il atteste la gestion déficiente de ces forêts jusqu'à nos jours, y compris dans nos réserves fauniques. Nouveau régime forestier ou pas, nous sommes encore très loin d'une véritable gestion de conservation.

Couper des arbres pour en faire du papier destiné à l'impression de factures ou de circulaires qu'on pourrait envoyer en grande partie par Internet, c'est un gaspillage inacceptable. Le rôle du gouvernement et des sociétés d'État est de prévenir ce type de gaspillage de nos ressources naturelles. Ils ont donc le devoir absolu de toujours viser à sauver des

arbres lorsque c'est possible: il n'est pas de leur ressort de promouvoir, à la place de l'industrie forestière, la coupe des arbres et la vente de papier.

Le message d'Hydro-Québec de sauver des arbres quand c'est possible est tout à fait approprié et important. Il doit être encouragé, d'autant qu'il vient d'une société qui sacrifie énormément d'arbres lors de la création des réservoirs de ses grands projets hydro-électriques et de la coupe des corridors forestiers de ses lignes de transmission. Oui, il faut sauver des arbres, encore et encore. Cette publicité d'Hydro-Québec doit revenir sur les ondes!

Jean Piuze  
 Québec, le 1<sup>er</sup> octobre 2008

### L'art est-il toujours culturel?

Une université de recherche vient d'être établie en Arabie saoudite; son fonds de dotation est égal à celui que le MIT a accumulé en 142 ans. L'an prochain, 200 000 étudiants chinois iront étudier à l'étranger, principalement dans les domaines des sciences et du génie. Les investissements du Royaume-Uni en recherche et développement vont augmenter de 25 %. L'Inde crée un centre global de nanotechnologie. Le Brésil investit 10 milliards de dollars de plus dans l'éducation secondaire et primaire. La Russie vient d'ajouter 3 milliards de dollars à son budget de recherche. (Voir le numéro du 19 septembre 2008 de *Science*.)

Et nous, que faisons-nous au Québec? J'exagère à peine en disant qu'on s'entête à réduire la culture à quelques films, quelques chansons et quelques romans. Non pas que cela n'ait pas une certaine importance, non pas qu'on ne puisse pas être cultivé sans rien savoir des

sciences. Mais il y a un train global qui passe. Il ne faut pas le rater.

L'Arabie saoudite, le Royaume-Uni, la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie savent que la vitalité de leur culture dépend d'investissements massifs en recherche et développement. Le savons-nous?

Michael Laughrea  
 B.Sc., M.Sc., M.Phil., Ph.D.  
 Chercheur, Hôpital général juif  
 Professeur, université McGill  
 Le 3 octobre 2008

### Il n'est pire sourd que celui qui ne veut pas entendre

Lors du débat des chefs à la télévision de Radio-Canada, je n'ai pas eu l'impression d'assister uniquement à une joute politique. J'ai surtout assisté à une table ronde autour de laquelle quatre chefs de partis représentant ensemble la majorité des électeurs canadiens tentaient de faire comprendre à M. Harper qu'il ne saisisait pas bien la réalité canadienne.

Si le passé est pour M. Harper garant de l'avenir, nous avons constaté qu'il n'y entend rien. Il n'entend rien à l'inquiétude environnementale. Il ne voit dans l'art qu'un simple violon d'Ingres pour enfants. Il n'entend rien au refus du tumulte guerrier. Il refuse d'entendre le vacarme assourdissant du mur néo-libéral de Wall Street s'écroulant à Washington, comme le dit dans ses mots Louis Bernard en page A30 de *La Presse* de jeudi 2 octobre 2008.

Nous avons tous entendu parler du principe de Peter. Que dirait Peter de M. Harper?

Léopold Bourjois  
 Artiste en arts visuels  
 Le 2 octobre 2008

## REVUE DE PRESSE

### L'environnement économique

Manon Cornéliier

**A**vant même qu'on annonce la prolongation de la portion économique des débats des chefs, plusieurs journaux s'inquiétaient de l'attitude des leaders fédéraux, en particulier du conservateur Stephen Harper, dans ce dossier. Les plus inquiets et les plus sévères n'étaient toutefois pas à Toronto, mais en Alberta et en Saskatchewan, terre de prédilection des conservateurs.

Dans les *Calgary* et *Edmonton Sun*, Paul Berton avouait ne pas comprendre l'insistance de M. Harper à dire que «les fondements de l'économie canadienne sont solides», au point de sonner comme le président américain George W. Bush et le candidat républicain John McCain. «Nous ne sommes pas stupides», écrit Berton. *Nous savons que le plus important fondement de l'économie canadienne est le consommateur américain.* Et l'économie américaine est en difficulté. Le chroniqueur est persuadé que Stephen Harper a déclenché les élections prématurément pour éviter les mauvaises nouvelles économiques, mais ces dernières le rattrapent et pourraient être son principal talon d'Achille. «Nous savons qu'un premier ministre qui répète que tout va bien ne fait pas preuve de leadership.»

Le *Saskatoon Star-Phoenix* estime que les mauvaises nouvelles aux États-Unis auraient dû avoir l'effet d'un choc électrique sur les partis fédéraux et «leurs campagnes complaisantes». Le Canada ne sera pas épargné, croit le quotidien, qui rappelle que, de tous les pays du G7, seule l'Italie a affiché une performance économique pire que celle du Canada cette année et, pourtant, tous ces pays, qui dépendent moins que le Canada du marché américain, sont à pied d'œuvre pour faire face à une éventuelle crise. «M. Harper est à peu près le dernier économiste sur la planète à ne pas croire que le Canada a besoin d'un plan pour se faire un chemin à travers ses eaux troubles. C'est son gouvernement qui a dépensé et érodé un surplus d'une dizaine de milliards, rendant pratiquement impossible

pour Ottawa de protéger efficacement les Canadiens des effets d'un ralentissement.» Le *Star-Phoenix* critique tous les chefs, mais en particulier Stephen Harper. «Son attitude donne l'impression que le Canada fait face au tourbillon sans personne à la barre», tranche le quotidien.

Chroniqueur au *Regina Leader-Post*, Murray Mandryk se demande, à entendre Stephen Harper et le premier ministre de la Saskatchewan, Brad Wall, vanter avec les mêmes mots les fondements de l'économie canadienne, s'il existe un seul rédacteur de discours dans le monde. «Peut-être le même qui a écrit le discours sur l'invasion en Irak du premier ministre australien John Howard [...] Ou, plus préoccupant, peut-être que cet unique rédacteur réside à Washington et travaille pour George W. Bush.»

Les deux débats n'ont pas redoré le blason de Harper aux yeux du *Globe and Mail*. Dans un éditorial cinglant paru hier, le quotidien désespère du quasi-silence des chefs et du peu de valeur de ce qu'ils avancent quand ils daignent enfin dire quelques mots. Le plan du chef libéral Stéphane Dion ne trouve pas grâce à ses yeux. Le *Globe* garde toutefois ses flèches les plus acérées pour Stephen Harper. Il «est le premier ministre, le meneur de ces élections, et c'est lui qui souffre le plus de déni face à la tempête économique qui couve.» Le *Globe* convient que les fondements de l'économie canadienne sont meilleurs que ceux des États-Unis, mais Harper se trompe si croit qu'il suffit de rester tranquille pour éviter la contagion. De l'avis du quotidien, minimiser le risque pour le secteur financier canadien «n'est pas faire preuve de leadership, mais de nonchalance.»

### L'Alberta dans la mire

En Alberta, c'est une promesse faite il y a une semaine par Stephen Harper qui a fait jaser. M. Harper a dit que le bitume en provenance des sables bitumineux ne pourrait plus être exporté pour être raffiné à l'étranger si le pays n'a pas des exigences élevées en matière de réduction de gaz à effet de serre. Le gouvernement

albertain en a pris note, mais il est resté discret.

Le *Calgary Herald* note que le contrôle des ressources naturelles est une compétence provinciale et trouve cette annonce étrange de la part d'un champion du respect des provinces. Il n'a qu'une explication. «Harper avait besoin d'un truc vert à offrir au Canada central. Le voilà et, malheureusement, les Canadiens du centre du pays vont apprécier son message implicitement anti-albertain.» Le *Herald* félicite le gouvernement provincial de ne pas avoir répliqué et d'avoir ainsi refusé de jouer le jeu de Harper.

Au *Edmonton Journal*, on qualifie la promesse de «gifle spectaculaire». Si les libéraux avaient proposé la même chose, dit-il, «le gouvernement Stelmach hurlerait avec raison depuis aussi loin que Neptune». Le *Journal* est persuadé que Harper pense ainsi accroître sa crédibilité dans les régions de l'est du pays, où il doit faire des gains, sans pour autant avoir à en payer le prix en Alberta. C'est peut-être que les Albertains, tout comme le *Journal*, croient qu'il s'agit seulement d'une manœuvre électorale et que la véritable menace viendra des États-Unis, où on envisage de punir les sources d'énergie polluante.

### La facture, M. Harper?

Parlant d'environnement, Lorrie Goldstein, du *Calgary Sun*, relève que le chef conservateur répète partout que le *Tournant vert* de Stéphane Dion fera grimper les prix mais qu'il se garde bien de dire qu'il en sera de même pour son propre plan. «Mais, contrairement à Dion, Harper n'a pas sérieusement expliqué comment il entend aider les Canadiens à faire face à une hausse des prix de l'énergie, alors que Dion promet de baisser les impôts et d'offrir des crédits fiscaux.» La hausse des prix est une certitude avec le plan conservateur, dit le chroniqueur, et se taire sur le sujet «n'est pas une preuve de leadership». A moins, avance-t-il, que Harper n'ait pas l'intention d'agir, lui qui a déjà douté de la réalité des changements climatiques.

mcornellier@ledevoir.com

## IDÉES

## Autour des débats politiques



DENISE BOMBARDIER

La peur de l'ennui est mauvaise conseillère. Cette semaine, pour éviter que les débats des chefs ne soient «plates», ternes, sans action, on a tenté d'appliquer une formule de table ronde inspirée de la table de cuisine si chère aux populistes. Certains rêvent que les chefs s'engueulent, s'investissent, s'enragent, soient mis K.O. pour que le show en vaille la peine qu'on y a mise.

Dans le débat en français, l'exercice fut pénible, d'autant plus que la présence d'Elizabeth May en démolisseuse de la langue française rendait l'écoute insupportable. Qui a dit à Mme May qu'elle parlait français? Pourquoi croit-elle qu'elle s'exprime dans cette langue? Comment expliquer la tolérance que nous manifestons à l'endroit de ceux qui baragouinent notre langue? Et s'il y avait inconsciemment une forme de mépris derrière cette insouciance prétentieuse de ceux qui écorchent le français et un complexe d'infériorité de la part des francophones trop heureux que l'on puisse dire «merci beaucoup», «canard à l'orange» ou «j'aime le Québec» devant eux. Jamais les Français, à la télévision, n'accepteraient qu'un invité quel qu'il soit fasse subir à leur langue un traitement aussi pénible. En fait, soyons sûrs aussi que ni les Espagnols, ni les Italiens, ni les Allemands ne toléreraient qu'on estropie leur langue de la sorte. Cela relève du simple respect dû à la langue.

Et que dire des questions de représentants du «vrai monde», autre exercice démagogique? On laisse entendre ainsi que ceux qui sont les professionnels de cet exercice, en l'occurrence les journalistes, seraient incapables de relayer aux responsables politiques les problèmes qui préoccupent l'opinion publique. Une des questions d'un représentant du «peuple» baignait carrément dans la psycho-pop: «*décrivez une qualité de votre voisin*». Cela nous a plongés dans une atmosphère de télé-réalité où il ne manquait qu'un thérapeute post-nouvel âge pour analyser les émotions camouflées. On se pinçait pour y croire.

Quant au débat en anglais, on aurait dit que Stéphane Dion, dont la diction anglaise est un cauchemar pour les anglophones, allait pleurer de rage devant son incapacité à faire sortir de ses gonds Stephen Harper. Ce dernier a vécu les deux débats dans une position marmoréenne et l'on saura le soir des élections si sa hauteur et sa retenue ont impressionné les indécis.

Les débats de type table ronde sont-ils plus éclairés que les débats plus formels auxquels on a assisté ici dans le passé? Car enfin, ces débats existent, en principe, pour mieux éclairer les citoyens. Or la crainte de l'ennui, cette maladie de l'époque, est en train de nous faire régresser collectivement. On cherche l'engueulade là où devrait s'exprimer l'affrontement intellectuel, on veut de la sensiblerie, de la guimauve sentimentale là où la véritable émotion exprimerait plutôt une conviction profonde, on cherche le divertissement à tout prix alors qu'on devrait retrouver le sens de la gravité en ces temps d'insécurité mondiale.

Les Québécois et les Canadiens anglais si prompts à se démarquer de nos voisins du Sud auraient eu intérêt jeudi à regarder le débat Palin-Biden; dans le pays du show-business, on a encore le sens du décorum lorsqu'il s'agit d'organiser des débats politiques. On a donc assisté à un échange remarquable où la courtoisie, l'efficacité n'ont en rien freiné les divergences profondes entre les deux candidats à la vice-présidence américaine. Pour être honnête, il faut dire qu'un débat à deux est plus favorable à l'échange d'idées qu'une discussion à cinq dont tout le monde sait que trois des participants n'ont aucune chance d'être élus premier ministre. Cela étant dit, ce débat, ou contrairement à ce qu'on imaginait Sarah Palin n'a pas vraiment trébuché, a permis aux téléspectateurs de choisir leur camp et d'évaluer les mérites des deux débatteurs. Sarah Palin incarne jusqu'à la caricature ce retour à la table de cuisine, métaphore du courant néopopuliste. Mais sa vision politique de l'infiniment petit, donc plus près de ce monde ordinaire mythifié, a réussi à émerger grâce à la formule à la fois formelle et souple du débat. Quant à Joe Biden, cet internationaliste cosmopolite, il a utilisé son temps de parole et de réplique tout en y mettant passion et émotion. Comme quoi la politique n'a pas besoin d'être dénaturée pour être intéressante et éclairante.

La politique peut donc être un spectacle intellectuellement captivant sans tomber dans la politique spectacle. C'est la leçon que nous ont servie les Américains cette semaine.

denbombardier@videotron.ca

## Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.



Le débat de jeudi n'a pas été le moment crucial qu'attendait John McCain pour relancer une campagne fragile.

## Rendez-vous dans l'isoloir

ÉLISABETH VALLET

Docteure, membre de l'Observatoire sur les États-Unis de l'UQAM. Auteure de l'ouvrage intitulé *Le Duel: Les dessous de l'élection présidentielle américaine*, paru aux Éditions Septentrion.

Tandis qu'en Ohio — État-pivot s'il en est — les électeurs ont déjà commencé à voter selon la procédure du vote anticipé, les deux candidats à la vice-présidence s'affrontaient jeudi soir dans une joute que tous voulaient décisive. Côté républicain, on attendait de Palin qu'elle soit plus «Palin», comme l'avait réclamé le très néoconservateur William Kristol, et qu'elle infirme l'impression laissée par sa dévastatrice entrevue sur CBS avec Katie Couric. Côté démocrate, on espérait que Biden paraîtrait présidentiable (et non pas seulement vice-présidentiable, en raison du fait que Sarah Palin est à «un battement de cœur» de la Maison-Blanche) et qu'il éviterait de sombrer dans une des gaffes dont il a le secret. Regardé par plusieurs millions de téléspectateurs, d'internautes, et même un auditoire canadien qui a délaissé partiellement ses propres enjeux électoraux au profit de ceux de son voisin, ce débat n'a pas été le moment crucial qu'attendait McCain pour relancer une campagne fragile. Mais son importance dans le paysage autumnal est un révélateur de tendances clés de ce cycle électoral et une invitation à observer ce que les sondages ne disent pas.

## La prévalence des candidats à la vice-présidence dans la campagne

Ce n'est pas la première fois que des vice-présidents sont des outsiders, peu connus, atypiques ou peu expérimentés. De Truman à Nixon, en passant par Johnson, Gore ou Cheney, ils ont marqué l'histoire politique de leurs administrations. Et cela, bien qu'ils aient été tenus à l'écart de la présidence. Comme Harry Truman qui avait accédé à la présidence à la mort de Roosevelt en n'ayant rencontré son président qu'une dizaine de fois et sans même avoir été informé du projet Manhattan sur la bombe atomique. Comme Johnson qui avait été simplement exclu du processus de gestion de la crise des missiles en 1962 par Kennedy,

qui avait préféré réunir ses proches. Donc, l'inexpérience ou l'ignorance dans laquelle des vice-présidents ont été tenus n'a pas en soi constitué un obstacle à leur accession à la présidence. Pourquoi, dans ce cas, l'âge de John McCain ramène-t-il à la surface des considérations liées à l'inexpérience de sa colistière, alors même qu'Obama caracolait en tête des sondages? Et ce, alors même que son avance devrait lui conférer une assise incontestable.

En effet, la campagne électorale entre dans une phase où, traditionnellement, et au vu des cycles électoraux précédents, les électeurs commencent à prendre position — et s'y tiendront jusqu'au 4 novembre. Pour autant, selon le Pew Research Center, il y a encore près de 40 % d'électeurs-pivots (*swing voters*) susceptibles de basculer d'un côté ou de l'autre de l'échiquier politique... au gré de l'évolution économique (favorable au camp démocrate) mais aussi des événements internationaux (et ce sont eux qui avaient donné l'impulsion nécessaire à la victoire de George W. Bush en 2004). Ce sont ces électeurs qui sont allés chercher, dans le visionnement du débat des candidats à la vice-présidence, des arguments pour orienter leur vote. Dans le même temps, la logique imposée par le déclin de popularité de l'administration Bush et l'incapacité du tandem McCain-Palin à véritablement s'en distancer devrait constituer une avenue sans ambiguïté pour le ticket démocrate. Il faut donc voir dans les hésitations persistantes de l'électorat d'autres éléments. D'abord, ni McCain ni Obama n'incarnent véritablement la rectitude de leur parti. Pis encore — du point de vue du citoyen lambda —, tous deux (l'un parce qu'il est noir, l'autre parce qu'il est âgé) représentent un «risque» selon les termes mêmes des sondages, que certains électeurs ne sont pas certains d'assumer. Il se pourrait donc que, dans le secret de l'isoloir, ressortent des éléments inavoués et non sondés, à commencer par la carte raciale, qui pourrait être, selon le commentateur politique Dick Meyer, la dernière variable de la campagne, et probablement celle qui émergera le plus tardivement.

## À défaut, la campagne se joue ailleurs

À défaut de pouvoir quantifier cette donnée sen-

sible, désormais la campagne électorale a changé de terrain. Les deux débats à venir ne devraient pas être aussi déterminants — à moins, encore une fois, d'événements majeurs — que ceux qui viennent de se dérouler. La campagne électorale relève désormais de la *grass-roots politics*: tandis que l'organisation démocrate avait jusqu'alors toujours été moins efficace que son alter ego, elle paraît être en voie de gagner la bataille du terrain. En effet, dans un État-pivot comme la Pennsylvanie, les démocrates ont recruté 375 000 électeurs de plus qu'en 2006 tandis que les républicains plafonnent à 117 000. Les opérations démocrates se multiplient dans les États-pivots et font des gains significatifs dans des États-clés comme l'Ohio, la Nevada et la Floride. Plus encore, la campagne de Barack Obama semble être en voie de remporter son pari: dans des États traditionnellement et profondément républicains où aucun candidat démocrate n'avait jusque-là jugé bon d'investir, là aussi les organisations de terrain semblent marquer des points, comme en Caroline du Nord avec ses 167 000 nouveaux inscrits démocrates de plus qu'en 2006. À cela il faut ajouter les initiatives des organisations non partisans, comme Rock the Vote, ou hollywoodiennes, comme la vidéo *5 Friends*, disponible sur YouTube, qui viendront également faire du taux de participation en novembre prochain l'une des clés de l'élection. Ce que le parti de l'âne semble enfin avoir compris.

Le cliché du lendemain du débat vice-présidentiel ne restera pourtant pas figé jusqu'au 4 novembre. Les événements, économiques et internationaux, peuvent considérablement influencer sur l'opinion publique. Il est probable, toutefois, que la crise économique aura une incidence sur la nature même de la démocratie américaine. En effet, alors que traditionnellement les membres du Congrès peuvent compter — à 90 % — sur une réélection confortable, la crise offre de nouvelles perspectives et un taux de renouvellement des parlementaires sans doute plus élevé — phénomène inédit depuis le début des années 80. Ainsi, le 20 janvier 2009, c'est une toute nouvelle politique qui pourrait être mise en place sous l'impulsion d'une nouvelle administration, mais surtout d'un paysage congressionnel complètement redessiné par l'anxiété d'un électoralat volatil.

Ce n'est pas la première fois que des vice-présidents sont des outsiders, peu connus, atypiques ou peu expérimentés

## Mise au point sur la réfection des infrastructures

MICHEL GAGNON

Président de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec

Ces jours-ci, l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ) véhicule deux messages quant à la gestion des ponts et viaducs au Québec. Elle constate d'abord que des améliorations importantes ont été apportées au budget alloué à la réfection de ces ouvrages. Le gouvernement a enfin répondu aux demandes répétées de ses ingénieurs d'accorder les sommes nécessaires pour ces travaux. Dommage qu'il ait fallu des morts pour corriger le tir.

Dans un deuxième temps, l'APIGQ dénonce le manque de techniciens et d'ingénieurs au ministère des Transports (MTQ). Ce manque de ressources fait en sorte que les ingénieurs ne sont plus en mesure d'assurer un niveau de sécurité acceptable. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. L'enveloppe budgétaire consacrée à la réfection du parc des structures est passée de 170 millions de dollars à 840 millions en quatre ans. Le nombre de structures sous la responsabilité de ces ingénieurs a doublé, passant de 5000 à 9500 structures (transfert des ponts municipaux).



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Effondrement du viaduc de la Concorde en octobre 2006

Une structure sur deux est en mauvais état. Et pour faire face à ce nouveau défi, l'effectif «ingénieurs» du MTQ est demeuré, à peu de chose près, le même depuis ces changements.

Certains ont laissé entendre qu'il s'agissait d'un message syndical, corporatiste, qui ne servait que l'in-

térêt des membres de l'APIGQ. Mais qui d'autre que l'organisation, qui représente ceux qui, quotidiennement, sont confrontés aux problèmes d'un parc de structures vieillissant, dont 5000 doivent être réparées, peut en informer la population?

Pierre Marc Johnson est d'avis qu'il revient à l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ) de déterminer s'il y a suffisamment d'ingénieurs sur les chantiers du MTQ. Suivant son raisonnement, il reviendrait à l'OIQ de s'assurer que les Bombardier, Alcan, Bell Hélicoptère et autres embauchent suffisamment d'ingénieurs. Comme ancien ministre de la Justice, M. Johnson sait très bien qu'il n'en est rien. Pour assurer la sécurité du public, l'OIQ, notamment, poursuit ceux qui se prétendent faussement ingénieurs ou encore poursuit des ingénieurs, comme il l'a fait à la suite de l'effondrement du viaduc du Souvenir.

Par ses interventions, l'APIGQ ne vise pas à condamner les autorités administratives du MTQ mais plutôt à inciter le gouvernement Charest à lui donner les moyens de remplir adéquatement sa mission. Le ministre des Transports n'affirmait-elle pas le 18 avril dernier qu'elle avait besoin de 200 ingénieurs de plus en structures? Présentement, on en compte environ 100 dans ce domaine au MTQ.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandree Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papineau (pupitre), information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter), information culturelle : Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médiat), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpeit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Remy (pupitre); information internationale : Guy Tallier (adjoint au directeur de l'information); MICHÈLE MALANFANT et Christine Dumazet (correctrices); Benoit Munger (responsable du site Internet), Emilie Folie-Boivin et Vincent Cauchy (commis Internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); David Dumouchel et Étienne Pilononon-Emond (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spécier (Québec), Monique Bhérier (Ottawa); PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Zaida Boillard, Marlène Côté, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Pierrat, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebaï, Mélisande Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zanon (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRIVAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lane Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion); ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

# DESIGN + ARCHITECTURE



Le futur Théâtre de Quat'Sous, à Montréal.

PHOTOS VILLE DE MONTRÉAL.

## Redessiner Montréal

### Des maires d'arrondissement se mettent à l'écoute des créateurs pour repenser le design de la métropole

Lors d'une soirée Pecha Kucha qui s'est tenue à la Société des arts technologiques mardi dernier, 14 maires d'arrondissement et de villes liées à l'agglomération de Montréal ont partagé leur vision du territoire et manifesté une volonté d'améliorer la qualité du paysage urbain en passant par les créateurs. Ils ont ouvert le dialogue avec les concepteurs, lançant des défis et s'obligeant à leur parler dans un langage qui leur est familier. Cette soirée décontractée et positive témoigne d'une sérieuse prise de conscience de la part des décideurs. Pour redessiner Montréal, ils sont prêts à entendre et à accueillir les idées de ceux dont le métier est de penser et de modeler la ville.

EMMANUELLE VIEIRA

Les soirées Pecha Kucha sont de véritables plateformes d'échanges et de rencontres interdisciplinaires qui ont lieu généralement entre le public et les créateurs de tous les horizons. Le concept vient du Japon mais il existe partout dans le monde.

À Montréal, l'événement en est à sa huitième présentation et la soirée de mardi dernier était « spéciale » puisque, à la place des créateurs, ce sont 14 élus qui ont parlé, ce qui constituait une première in-

réal, ville UNESCO de design, avec un enthousiasme décoiffant. À travers des réalisations concrètes qui touchent notre quotidien, « je souhaite plus que jamais voir Montréal devenir une ville rayonnante et attrayante avec un milieu de vie stimulant et de qualité », a-t-il dit. Il a notamment parlé des nouveaux bacs-sacs de recyclage conçus par la firme montréalaise Claude Mauffette design industriel et des futurs Bixi (vélos en libre-service) conçus par Michel Dallaire design industriel.

Il a aussi lancé cinq *shuko*: des appels à la création pour des projets de design qui seront réalisés par concours d'idées ou concours de projets et chapeautés par Design Montréal (mise en valeur des abords de la station de métro Champ-de-Mars, requalification du mur du palais de justice et des taxis montréalais).

Les autres élus se sont pliés aux règles du Pecha Kucha avec la même effervescence. Ils ont parlé, pour certains d'entre eux, d'attraits de nature en ville (ex.: Pierrefonds-Roxborro, Verdun, Sainte-Anne-de-Bellevue), de patrimoine résidentiel ou industriel (ex.: Outremont, Lachine, Sud-Ouest, Ahuntsic), de singularités socio-culturelles (Plateau Mont-Royal, Saint-Laurent), etc.

Par-delà la requalification des citadines de Montréal ou la réhabilitation ou les transformations architecturales, il a aussi été question de mise en valeur de la qualité des espaces urbains et des paysages, de la construction d'équipements sportifs et culturels, ainsi que des transports en commun ou d'une solution de rechange. « L'exercice visait à montrer en quoi des actions en design urbain et en paysage peuvent être structurantes sur le plan des retombées économiques, sociales et culturelles au regard de l'ensemble de ces préoccupations (enjeux de protection, de mise en valeur et de développement) », explique Sylvain Paquette, chercheur à la Chaire UNESCO en paysage et environnement de l'Université de Montréal.

Il faut souligner l'ouverture exprimée par certains élus à travailler en dialogue sur des projets impliquant plusieurs arrondissements. La mairesse d'Outremont, en parlant du projet Bellechasse, a clairement manifesté son intérêt à travailler en concertation avec l'arrondissement du Plateau et de Rosemont-Petite-Patrie. C'est un nouveau réflexe, qu'il faut encourager pour l'avenir.

Enfin, c'est la mairesse du Plateau-Mont-Royal qui a fermé la soirée en faisant sourire l'assemblée par sa déclaration très imagée: « Montréal - le Plateau = Toronto. Avec cette phrase, elle a bien résumé le rôle important que joue chaque arrondissement en apportant sa touche unique à l'ensemble de l'agglomération montréalaise.

Les présentations des élus auront permis de faire connaître les attributs singuliers, les attraits et les qualités des divers arrondissements représentés. Il est intéressant de constater que Montréal offre une très grande diversité de qualités au chapitre du paysage, du design et, plus généralement, d'une certaine culture d'habitation propre à chacun des quartiers.

La force et la distinction de Montréal, c'est vraiment cette culture du quartier et il est important de la préserver et de la mettre en valeur, mais il est nécessaire aussi de développer une vision commune à l'ensemble du territoire.

#### Pas de vision forte, pas d'identité

Les élus ont exprimé leur souhait d'améliorer leur arrondissement sans savoir parfois par quel bout commencer... La grande absence de la soirée, c'était une vision d'ensemble, forte et structurée. Est-ce dû à un manque de culture ou de références en aménagement? On peut espérer que tous ceux et celles qui s'intéressent à l'amélioration de la qualité de l'environnement urbain (élus, promoteurs, gestionnaires municipaux, professionnels de l'aménagement, etc.) liront *Les Cahiers des bonnes pratiques en design - Imaginer, réaliser la ville du 21<sup>e</sup> siècle* conçus par Design Montréal. Ces trois cahiers offrent une multitude d'exemples pour inspirer leurs démarches et des outils pour guider leurs interventions.



Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, sur un Bixi, le vélo qui sera en libre-service en 2009.

La force et la distinction de Montréal, c'est cette culture du quartier qu'il est important de préserver et de mettre en valeur, tout en développant une vision commune

tative de ce genre à l'échelle internationale. L'événement était produit par Design Montréal, la Chaire UNESCO en paysage et environnement de l'Université de Montréal et l'équipe de Pecha Kucha Montréal.

« Les élus sont des bâtisseurs de villes qui prennent quotidiennement des décisions sur le devenir de notre territoire; il était grand temps de leur permettre d'exposer leur vision à ceux qui ont l'expertise de dessiner la ville », dit Philippe Poullouec-Gonidec, titulaire de la Chaire UNESCO en paysage et environnement. « Le but de l'exercice était de mobiliser les élus et les créateurs autour des enjeux de design urbain et de qualité architecturale, puis de susciter un enthousiasme pour les questions d'aménagement du territoire dans la métropole », explique Marie-Josée Lacroix, directrice de Design Montréal.

Le concept Pecha Kucha est simple: chaque participant présente 20 diapositives qu'il commente pendant 20 secondes. Cette concision fut un obstacle pour des politiciens habitués aux longs discours. Ils se sont pourtant tous prêtés au jeu et certains s'en sont bien tirés!

#### Des *shuko* au Plateau

C'est le maire de Montréal, Gérald Tremblay, qui a ouvert la danse en exposant sa vision de Mont-

Malgré leurs lacunes, il y a cependant des arrondissements qui ont présenté des éléments de vision intéressants. Par exemple, la volonté à LaSalle d'appliquer les principes de développement durable sur des projets résidentiels plus denses, la volonté de mettre en valeur ailleurs le patrimoine architectural (Outremont) ou la volonté du Sud-Ouest d'attirer 20 000 nouveaux résidents dans les années à venir, tout en mettant l'accent sur des valeurs d'inclusion et de solidarité sociale, ou la volonté de se positionner comme des leaders en matière de créativité (Saint-Laurent). Tout ça est plutôt un bon début!

« Une ville, ça se construit par étapes, suivant une ligne directrice clairement définie dans le temps et dans l'espace, nous explique Benoit

Dupuis, architecte présent à la soirée. J'écoute les élus parler de projets isolés, d'arrondissements indépendants les uns des autres. À aucun moment je n'ai senti de plan d'ensemble, de vision d'avenir. Il faudrait une direction commune pour l'aménagement d'un territoire commun, un organisme plus centralisé pour que l'île de Montréal puisse retrouver une identité forte comme elle en a déjà eue. »

#### La mobilisation comme point de départ

Comparé à d'autres grandes villes de même importance, Montréal a pris du retard dans le développement de ses infrastructures et dans la mise en place de projets à grande échelle. De plus en plus, la qualité du design des bâtiments et des espaces publics devient un objectif primordial à atteindre pour améliorer la qualité de vie des populations, édifier un avenir durable et donner au territoire une identité singulière, facteur essentiel de réussite dans un monde globalisé de plus en plus concurrentiel.

Partout dans le monde, une nouvelle volonté politique s'affirme en faveur de l'excellence en design et de la mise en œuvre de politiques, de stratégies et de plans d'action dans le domaine du design urbain.

Il serait temps de penser à la création de plateformes d'innovation en design pour accélérer ces changements; de donner une plus grande importance à la communication afin de favoriser le développement de visions partagées; d'utiliser des processus de design (tables rondes, ateliers, concours) pour pousser la qualité des projets tout en favorisant une plus large participation de la population à la transformation de son milieu de vie.

« Si la ville veut laisser la place

aux créateurs, c'est positif. Après, il faut voir la forme que cela va prendre. L'idéal serait de mettre en place des appels d'offres ou des concours qui renouvellent constamment la variété de créateurs sans pour autant niveler les projets par le bas », précise Colin Côté, designer industriel chez Claude Mauffette.

Cette soirée Pecha Kucha « spéciale des élus » aura permis de constater l'étendue du territoire qu'il reste encore à exploiter à Montréal! La prise de conscience de ces projets à bâtir par les élus et les créateurs est un bon point de départ.

Souhaitons que l'échange se poursuive, s'approfondisse et surtout se concrétise rapidement. Trop de lenteur et d'inertie tue la créativité. Le monde bouge tout autour de nous, les grandes villes canadiennes aussi... Nous avons des richesses qui ne demandent qu'à être exploitées.

« Le design, c'est un peu comme la politique: il faut savoir tracer la ligne où le compromis est le moins compromettant... Quand on travaille en société, on n'a pas d'autre option que d'écouter les autres », dit Claude Cormier, architecte paysagiste présent à la soirée. Les décideurs ont un « pouvoir » créatif, ils doivent apprendre à s'en servir correctement. Il ne nous reste plus qu'à souhaiter longue vie à ces dialogues. C'est par eux que la culture grandit, et par eux que Montréal sera une vraie ville UNESCO de design.

Collaboratrice du Devoir

■ Envoyez vos sujets et commentaires à [emmanuelle.vieira@gmail.com](mailto:emmanuelle.vieira@gmail.com).

■ A consulter: [www.ville.montreal.qc.ca/designmontreal](http://www.ville.montreal.qc.ca/designmontreal), [www.unesco-paysage.umontreal.ca](http://www.unesco-paysage.umontreal.ca), <http://montreal.pecha-kucha.ca>.



Le nouveau bac-sac de recyclage conçu par la firme montréalaise Claude Mauffette design industriel.